

Mobilisation interprofessionnelle le 16 novembre 2017

La Fédération Générale Force ouvrière Construction appelle à manifester le 16 novembre et soutient toutes les actions qui iront dans ce sens.

Pour les modalités pratiques, nous vous invitons à vous rapprocher de vos unions départementales pour participer aux actions qui seront mise en place.

Une nouvelle réunion des organisations syndicales (FO, CGT, CFDT, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, FSU, Unsa) et de jeunesse (UNEF, FIDL, UNL, FAGE) s'est tenue au siège de la CFDT.

Elle a révélé des divergences sur l'analyse de la situation sociale (conséquences des mesures des ordonnances et premiers décrets, projets de PLF et de PLFSS, risques pesant sur les droits des salariés et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle, etc.).

La CFDT, la CFTC et l'Unsa ont en outre d'entrée précisé leur refus de mobiliser. La CGC semble se réfugier derrière l'absence d'unité pour ne rien faire.

A partir de ses analyses et mandat du CCN (Comité confédéral national) du 29 septembre dernier, FO a proposé la date du jeudi 16 novembre à laquelle se sont ralliées les organisations décidées à une mobilisation.

Au final, les organisations FO, CGT, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL se sont accordées pour faire du jeudi 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne, par des grèves et manifestations.

Communiqué : CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL

Pour les organisations syndicales de salariés, d'étudiants et de lycéens CGT – FO – Solidaires – UNEF – UNL – FIDL réunies le 24 octobre 2017, un constat s'impose, celui d'une politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité.

Qu'il s'agisse :

- de nombreuses dispositions inacceptables des ordonnances, limitant des droits des salariés-es ;
- des risques qui pèsent sur les droits des salariés-es et demandeurs d'emploi en matière d'assurance chômage ou de formation professionnelle ;
- de mesures précarisant toujours un peu plus l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail ;
- de la remise en cause des droits à l'avenir des jeunes par l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur ;
- de la modération salariale et de l'augmentation de la CSG ;
- des atteintes au service public et à la protection sociale ;
- les organisations signataires s'adressent solennellement au gouvernement afin qu'il prenne en considération les attentes sociales multiples qui s'expriment dans le public et le privé, par les actifs, les jeunes, les demandeurs d'emploi et les retraités-es.

Compte tenu de la gravité de la situation, elles décident de faire du 16 novembre 2017 une journée de mobilisation interprofessionnelle, étudiante et lycéenne, par des grèves et manifestations.

Elles invitent les autres organisations syndicales et de jeunesse à s'y associer.